

alexandre croix

Tixier Vignancour

ombres et lumières



Samedi 16 octobre 1936

15^e année - N° 289

L'ACTION FRANÇAISE

ORGANE DU NATIONALISME INTEGRAL
Tout ce qui est national est noble. — Le Duc d'ORLÈANS.
Chef de la Maison de France, fer respecter tous les droits.
Sous sa responsabilité, fer respecter tous les devoirs.

Le Duc de GUISE, maître des armées. — LEON DAUDET et CHARLES MAURRAS — Rédacteur en chef : MAURICE PUI

50 centimes
Abonnements : 10 francs par an
Région de Paris : 12 francs par an
Région de France : 10 francs par an
Région de l'étranger : 15 francs par an

« Putrefactio justitia »

Honneur à Jean Tixier et à Jean Gonnert

Chacun sait, au Palais de Justice et ailleurs, comment est rendue, ou plus exactement votée, la « Justice » de la République. Dans chaque affaire intéressant la politique, ou un journaliste officieux, un policier, ou un journaliste officieux, UN ORDRE DE LA CHANCELLERIE EST TRANSMIS AU PARQUET, lequel le fait parvenir immédiatement au président du tribunal ou de la Cour. Cet ordre a le sens géométrique :

l'affaire Sadoul (pile administrée par 200 étudiants d'A. F. et Camelots du Roi à 1.200 communistes) l'ordre était « salex ». Le tribunal a donc salex Jean Tixier (six mois de prison) et Jean Gonnert (deux mois). Ces condamnations iniques vont amener de nouvelles adhésions aux Etudiants d'A. F. et aux Camelots. Les coups qu'on porte à l'A. F. la font inévitablement progresser pour cette

Nous allons continuer, avec une force considérable accrue, d'après tous les renseignements et symptômes qui nous parviennent de toutes parts. Ou la République résistera et nous l'abattons. Ou elle s'effondrera sagement et, comme au 9 mai, nous laissera passer.

Léon DAUDET

que l'imp
luées
du peup
de l'act
Le 2
nion e
patrie
autoc
dédi
du
le par le
s, à la
France,
nos vil
nouvelle
lots est
e elle, et
monr-an
de votre
interdi
reçu il
sous
tout

Alexandre Croix

Tixier-Vignancour

Ombres et lumières

1942

Les cahiers contemporains

Éditions du Vieux-Saint-Ouen

3, rue Cigé, Saint-Ouen (Seine)

8° Ln 27
88H46

Tixier-Vignancourt

Ombres et lumières

1888

Alexandre Croix

Tixier-Vignancour

Ombres et lumières

Les cahiers contemporains

Editions du Vieux-Saint-Ouen

5, rue Cagé, Saint-Ouen (Seine)

Alexandre Croix

Tixier-Vignancourt

Ombres et lumières



Les cahiers contemporains

© EDITIONS DU VIEUX-SAINT-OUEN, Paris, 1965. Tous droits de reproduction, de traduction, strictement réservés.

Avant-propos

Notre dessein serait ici de traiter surtout de luttes contemporaines; le contemporain commençant pour nous au lendemain de la Commune de 1871.

Et commencer d'écrire sur M^e Tixier-Vignancour, personnage tumultueux, qui couvre déjà quarante années d'histoire puisque son premier éclat date d'un soir de mars 1926, nous semble un excellent début.

L'homme est déjà dans la légende, dans maintes légendes. Dans celle du Palais-Bourbon, dans celle du Palais, dans celle de l'Action française, dans celle de l'O.A.S., et demain, si les premiers affidés n'y prennent garde, dans celle d'un libéralisme douceâtre, si le libéralisme, évidemment, peut avoir une légende !

D'avoir rencontré tant d'hommes de sang et de meurtre sur sa route paraît l'avoir dégoûté, la soixantaine proche, des chemins de violence qui séduisirent sa jeunesse et qui séduisent toujours ceux qui lui font cortège !

Ne dissimulons pas; le sujet a été abordé avec défiance, sinon avec prévention, puis chemin faisant, comme il arrive

toujours, on a cru discerner qu'il fallait souvent distinguer la personne du personnage.

Animal de combat, comme dit Hobbes, Tixier est aussi un animal de jeu, quoiqu'il s'en soit défendu un jour devant un journaliste socialiste, Pierre Berger, auquel il livra peut-être plus de son être qu'à personne, en tout cas plus qu'à aucun de ses partisans ! Et le jeu ne va pas sans artifice !

Mais où est la personne authentique et où commence le personnage ?

Tixier-Vignancour est-il lui-même quand jeune fou, sans grande maturité politique et qui veut à tout prix fixer l'attention publique, il demande à tue-tête qu'on « fusille Léon Blum » en juillet 1940 ou n'est-il que le personnage que la conjoncture impose !

Ou bien faut-il trouver le véritable Tixier dans cette confidence faite à Berger encore, qui date sa rupture d'avec Vichy du jour où Companys, le vieux leader républicain catalan, fut rendu à Franco.

Car c'est proprement incroyable, Tixier-Vignancour se rendant à Barcelone, fait visite et visite expiatoire à Montjuich, sur la tombe de Companys, livré par Pétain et fusillé sur l'ordre du Caudillo !

Allez donc démêler dans les hommes !

Argoud fait fusiller en paquets des suspects dans l'Arba, et avec cette honnêteté au moins de se passer de « bons dossiers » et de « faux témoins », pratique que lui recommandait un haut magistrat — dont on prétendit nous faire tout ensemble, au jour de sa mort, un Séguier, un Lamoignon, un d'Aguesseau ! —, pour que la face fût sauve, mais le même quitte l'Algérie et l'O.A.S. naissante pour l'assassinat, qu'il réproouve, d'un seul commissaire de police !

Tixier-Vignancour, dans la canicule vichyssoise en 1940, signe un papier dans lequel on réclame des camps de concentration et des pelotons d'exécution, et c'est le même qui déclare en 1963, toujours à Pierre Berger qui lui demande ce qu'il ferait de de Gaulle si la fortune politique mettait celui-ci à sa merci, qu'il se garderait bien de toute action judiciaire, saoul qu'il est de prisons et de procès !

Prise de conscience libertaire tardive, mais qu'on souhaiterait voir cristalliser chaque jour un peu plus !

Il nous a donc fallu nous débattre dans beaucoup d'étrangetés, auxquelles nous n'aurions pas cru au départ, sur la foi d'une continuité proclamée à tous les échos, mais plus apparente que réelle.

Une de celles-ci, par exemple, est que M^e Tixier-Vignancour aime qu'on l'habillement de la robe de Labori, l'avocat des anarchistes Clément Duval, Auguste Vaillant, puis d'Emile Zola, de Dreyfus et de Mme Caillaux.

Sans doute, la première comparaison qui fut faite le fut par un autre, mais l'impression reste que l'avocat de Salan y tient, qu'il aime à la rappeler et qu'il aime qu'on la lui rappelle !

Pourtant, on compte au Palais des avocats célèbres qui furent plutôt de même famille politique que lui, bien qu'avec moins d'éclat, des Emile de Saint-Auban, des Chenu, des Henri-Robert, mais ce n'est pas en eux, d'une veine bien académique qu'il se cherche un exemple, qu'il lui faut plutôt « tout chaud et fumant de la faction », comme dit Retz !

Labori fait plus image !

D'autre part, Tixier, né en 1907, fut élevé par une grand-mère, dreyfusarde ardente, qui berça peut-être ses jeunes années du nom prestigieux. Et le grand-papa lui-même ne mourut-il pas au sortir de la Haute Cour, en 1900, où sénateur il avait à prononcer sur Déroulède, Jules Guérin, de Lur-Saluces et consorts, « activistes » de 1899 !

Retour à la source, en somme !

En dehors de cette tendresse pour Labori, salué comme le vrai précurseur, on s'amusera encore de cette « contradiction », qui concerne toujours le Palais.

Tixier-Vignancour sera amené un jour, lors du procès de Bastien-Thiry, à saluer au passage son « confrère et ami » André Berthon. Rencontre extraordinaire, car Berthon, un des plus célèbres avocats qui assumèrent la défense du parti communiste, fut un jour dans le cas de demander avec force la communication d'un dossier dit des « Sociétés savantes » qui visait une affaire où Jean-Louis Tixier-Vignancour, encore réduit à un modeste Jean Tixier, était le principal inculpé.

*
**

Autant que faire s'est pu, nous avons vécu le moins possible sur la foi d'autrui, nous reportant aux textes originaux quand ils étaient accessibles.

Maintenant le fil du récit n'est pas rigoureux; pour nous abriter d'un grand nom, nous dirons avec le Balzac de Ferragus que « les digressions ont été en quelque sorte le sujet principal de l'auteur... »

Etudiant d'Action française

GÉRARD BAUER disait un jour dans les colonnes du *Figaro* que, quelle que soit la durée de notre existence, nous en avons toujours vécu la moitié à vingt ans.

Si nous recevons l'axiome, il n'est plus que de rechercher comment Tixier-Vignancour acheva ce demi-parcours révélateur !

Nous avons là-dessus un bon auteur, M. Jean Mabire, qui écrit certainement sous la dictée. Il nous faudra le suivre souvent.

En 1924, Jean-Louis Tixier — car il ne sera Tixier-Vignancour que beaucoup plus tard, quand il aura connu que cela pouvait aider à sa carrière en pays béarnais — est déjà sur les bancs de la Faculté de droit. Bien que précoce en toutes choses, il n'y a pas apparence qu'il se soit déjà mêlé de politique. Au rebours de deux étudiants qui se sont inscrits aussi cette année-là : Pierre Mendès-France et Edgar Faure.

Mendès est déjà de gauche et ne se déjugera plus. Pour le jeune Edgar qui devait s'interroger dès le ventre de sa mère sur le moyen de parvenir, il a déjà été des Lycéens d'Action française et est en passe de demander fortune à la

Ligue fondée par Millerand. Celui-ci, défenestré de l'Élysée après les élections législatives du 11 mai 1924, s'est érigé en chef des « républicains nationaux ».

Le jeune Tixier, lui, n'est encore que passionné de sport et l'*Auto* lui tient lieu de bréviaire. Peut-être est-il « national » mais vaguement, mais confusément, en tout cas pas d'une façon telle que son adolescence ait éprouvé le besoin d'une appartenance quelconque. D'autre part, d'une authentique dynastie républicaine, il ne pouvait être orienté, par son milieu d'origine vers l'Action française.

Mais la Faculté de droit est un milieu très propice à une telle conversion, l'endroit ayant toujours été un des hauts lieux de l'agitation réactionnaire chez les étudiants.

D'ailleurs, il faudrait remonter à 1893, aux émeutes de juillet et aux obsèques du nommé Nuger, tué à la terrasse d'un café du boulevard Saint-Michel au cours d'une charge de police, pour retrouver trace d'une manifestation de gauche. Encore l'affaire n'était-elle pas très politique dans son origine puisque née des excès vertuistes d'un sénateur de ce temps-là, Bérenger René — qu'il ne faut pas confondre avec Henry Bérenger —, président d'une ligue « contre la licence des rues » et qui avait demandé des poursuites à la suite d'un *Bal des Qual'z'arts !* Un monôme de protestation s'en était ensuivi, qu'une police sottement inspirée, vu que l'affaire ne tirait pas à conséquence, avait rompu avec la courtoisie d'usage, le jeune Nuger y trouvant la mort. Thème à partir duquel, on avait abondamment « politisé », Zévaès, alors dans son avril impétueux, s'y employant plus que personne, au nom des Étudiants socialistes.

Au total, des émeutes qui ne prouvaient pas grand-chose quant à la qualité politique des participants.

Celles de mars 1925, auxquelles le jeune Tixier allait participer, prouveraient davantage.

Car très vite il passe de son indifférentisme apparent à l'Action française. Sans doute par une conception *athlétique* des choses, si l'on ose dire, les disciples de Maurras et de Daudet transportant volontiers les mœurs du stade, à cette époque-là, dans les jeux de la politique.

Si l'on en croit Mabire, Tixier est alors très épris de rugby, au point que les matches se donnant dans la spécialité, en mai 1924 encore, ont retenu beaucoup plus son esprit que la victoire du Cartel des gauches.

LE TRANSFERT DES CENDRES DE JAURÈS AU PANTHÉON

Mais voilà que le 23 novembre (1) de la même année, le Quartier est livré aux hordes rouges, comme on dit dans les gazettes, qu'il a bien dû commencer de lire. C'est que ce jour-là on a transféré expiatoirement les cendres de Jaurès au Panthéon. Des radicaux aux communistes, tous ceux qui croient devoir quelque chose à la mémoire du chef socialiste assassiné se sont assemblés. Les communistes qui ont déplacé le plus grand effectif prétendent naturellement tirer la couverture à eux. Il n'en résultera que quelques remous, gonflés le lendemain par les intéressés des deux extrêmes.

Ceux de droite, ravis de pouvoir dénoncer une nouvelle fois les grandes manœuvres de la Révolution, ce qui permettra un racket abondant sur les caisses du patronat, et les communistes tout fiers d'avoir démontré une force inexistante dans une procession dominicale inoffensive.

Voici d'ailleurs ce qu'avait pu lire le jeune Tixier si, comme il est présumable sur la foi de son biographe, il était déjà passé de la lecture de la feuille d'Henri Desgrange à celle de Maurras : *Jaurès est conduit au Panthéon au milieu d'une cohue révolutionnaire qui insulte l'armée et la patrie.*

Cela pour le titre, le compte rendu restant de la même veine horrifiante.

Maurras dès le matin du 23, avait ramassé pour la centième fois toutes ses diffamations sur Jaurès. Pour Daudet, ce n'est que le 25 novembre qu'il payait tribut par un article sur *Le mystérieux assassinat de Jaurès*, duquel il apparaissait clair comme de l'eau de roche, que le chef socialiste avait été assassiné du fait de la police allemande. (2)

(1) M. Mabire écrit ici le 22, mais c'était le dimanche 23, cela est véniel, mais révèle qu'il faut se précautionner.

(2) « Voici quelques mois, dans *l'Humanité*, on lut un article où l'inspiration du meurtre de Jaurès était attribuée à Isvolsky. Cet Isvolsky, individu terriblement obscur, et même ténébreux, d'une imagination forcée et sinistre (aux indications que j'ai sur lui), avait en effet une police à lui au sein de la police parisienne. Je veux dire qu'il payait largement Dumas et Cie. Cependant, c'est plutôt du côté de la police allemande — je veux dire travaillant à Paris pour le compte et à la solde de Jagow, de Lancken et du Kaiser —, que je chercherais l'inspiration du meurtre de Jaurès, inspiration qui a pu fort bien s'exercer tout à fait à l'insu du meurtrier.

» La grande idée de la police allemande, c'était la révolution à Paris, au moment de la mobilisation générale. Suprême espoir, suprême pensée. Or, comment susciter cette révolution ? En enrageant les révolutionnaires par l'assassinat de leur chef. »

Aspect feuilletonesque des choses, mais dont il n'est pas dit que le jeune Tixier ne s'imprégnait pas car, à la barre on le verra souvent tisser dans la suite de non moins fantastiques romans que ceux dont Léon Daudet repaissait son public. Préjugé tenace des premières lectures, nous dit Remy de Gourmont !

Mais revenons à cette manifestation, qui fut peut-être déterminante sur le choix politique que fit alors notre futur candidat à la Présidence de la République.

Il n'était pas que l'*Action française* à délirer sur l'événement. Toute la bonne presse était à l'unisson. N'en prenons que quelques témoignages.

Herriot, c'est Kerensky, dit l'*Echo de Paris*, qui n'est pas le seul à brandir cet épouvantail :

M. Herriot qui, le voulant ou non, joue plus que jamais les Kerensky, comprendra-t-il cette leçon ? Entendra-t-il cet avertissement ?

Il a ouvert, hier, au corps de Jaurès, les portes du Panthéon. Puisse-t-il n'avoir pas, du même geste, ouvert la route à la révolution.

Un *Avenir*, qui paraissait alors, le dépeignait plutôt sombre à ses lecteurs :

Cette journée du 23 novembre avait déjà un caractère révolutionnaire ; elle ressemblait à un essai de mobilisation de toutes les forces de subversion ; la présence et l'attitude des communistes, suivant Herriot, comme ils suivaient naguère Kerensky, imposaient à la mémoire le souvenir des cérémonies à grand spectacle de Pétersbourg, de Moscou.

Pour Hervé l'ineffable, reconnu comme un spécialiste ès sciences révolutionnaires, en considération de tous les balais qu'il avait rôtis, la journée du 23 novembre n'annonçait rien de moins que les « funérailles de la bourgeoisie » :

Une forêt de drapeaux rouges surmontés de la faucille et du marteau de la Révolution internationale précède chacune de leurs formidables divisions. Quelle jeunesse ! Quelle ardeur ! Quel air décidé ! Quel enthousiasme ! Quel air de vainqueurs ! Quels chants de triomphe ! Quels ou-

trages proférés par ces milliers de bouches juvéniles à l'adresse de l'infâme bourgeoisie qu'ils portent en terre, à ses soudards galonnés, à ses « galonnards » !

*Vous dites que la bourgeoisie n'est pas morte ?
Vous dites que les élites de toutes sortes qui constituent la bourgeoisie ne sont pas mortes ?*

Mais si, elle est morte !

Le *Rappel*, qui « faisait » plutôt dans une clientèle « laïque » mais qui avait le portefeuille à droite, prenait aussi l'alarme :

— J'ai eu, me disait un vieux Parisien, l'impression que nous étions au premier jour d'une révolution et que les temps anciens étaient bien passés. Le gouvernement a pris la tête d'un cortège dont les derniers membres méditaient sa perte et celle de notre patrie. C'est une faiblesse bien dangereuse.

En revanche, Vaillant-Couturier exultait sur l'autre rive, croyant que c'était arrivé :

Le Parti de la Commune ressuscité reprenait sa marche en avant. Hier, à Paris, les social-démocrates ont crié aux plus sourds qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat ils avaient pour jamais choisi.

Hier, à Paris, pour la première fois depuis la guerre impérialiste, un vrai souffle révolutionnaire a balayé les quartiers fascistes.

Remercions Herriot ! Il croyait étouffer la volonté de vengeance du prolétariat sous les fleurs. Derrière le cercueil de Jaurès, la Révolution communiste a eu sa première journée.

Nous nous sommes attardés sur cette journée car elle marque un tournant de l'histoire du cartel tout autant que dans la biographie qui nous occupe. Elle date, à quelques jours ou quelques semaines près en tout cas, l'entrée de Tixier dans la mêlée politique.

Pourquoi choisit-il plutôt l'Action française que les Jeunesses Patriotes, qui vont naître, précisément au lendemain de la fameuse journée ? Ses dix-sept ans à peine accomplis pourraient s'accommoder tout autant de celles-ci que de

celle-là. Sans doute, le premier pas était-il déjà fait avant qu'il y eût possibilité d'option.

FONDATION DES JEUNESSES PATRIOTES

C'est Pierre Taittinger, alors député de Paris, qui a fondé les Jeunesses Patriotes. Dès le 25, surlendemain de la panthéonisation de Jaurès, il a interpellé le gouvernement Herriot sur la « saturnale révolutionnaire » sans autre espoir que d'un désaveu, qui lui donnera figure là où il est besoin.

Il existait déjà pas mal de « ligues » en dehors de l'Action française, celle des Chefs de section, mais qui recrutait surtout dans l'ancien combattant ; une « Légion » aussi qu'avait créée Antoine Redier et qui se fournissait pareillement et encore l'antique Ligue des Patriotes, qui venait d'appeler Millerand à sa présidence d'honneur en même temps qu'elle faisait de Castelnau son président effectif, celui-ci déjà dirigeant d'une Fédération nationale catholique ! Pour Millerand, il avait aussi sa faction particulière : La Ligue républicaine nationale.

Matière première excellente, mais déjà sur l'âge, et Taittinger prétendait à de l'« activiste » jeune.

D'autre part, il y avait l'exemple enivrant d'outre-monts. On ne dissimulait pas qu'on voulait se mettre à l'école de Rome. Un apologiste de Taittinger, journaliste qui eut un nom et un renom, Edouard Helsey, écrivait sans fard, pour les bons entendeurs :

Assurément, le fascisme italien disposait dès ses débuts de puissants moyens d'action et toute une série de circonstances devaient très largement faciliter sa tâche.

Premièrement, il avait de l'argent.

On ne peut rien faire sans argent. Les hommes qui s'étaient juré de sauver l'Italie le comprirent. Ceux qui en avaient les moyens ne lésinèrent pas. Ils ouvrirent à Mussolini des crédits illimités et le futur dictateur ne fut jamais entravé par la pénurie. Rien de tel qu'une caisse

(1) *Sommes-nous en révolution ?* (Notes et souvenirs sur l'affaire de la rue Damrémont (A. Fayard), Paris, 1925.

bien pourvue pour donner à un homme de la confiance et de la décision.

Dans le même récit, Helsey apportait aussi sa vision de la journée Jaurès. Vision d'effroi, et point de départ assuré de l'imminente catastrophe, prétendait-il. Nées d'une douzaine de précurseurs, Taittinger primant sur tous, les Jeunesses patriotes seront bientôt, d'un prompt renfort, quarante mille. Mais Tixier n'en sera pas, son cœur étant déjà pris. Comment, d'ailleurs, aurait-il balancé. Fin 1924, ces Jeuneses ont encore à démontrer qu'elles sont autre chose qu'une nouvelle enseignne. Elles vont le faire, mais il faudrait le discerner.

L'AFFAIRE GEORGES SCELLE

Pour l'Action française, il y a beau temps qu'on sait qu'à la paille des mots, elle préfère le grain des choses. Toute une tradition témoigne pour elle, surtout au Quartier latin.

Depuis 1908, où elle empêcha en Sorbonne le cours de Thalamas — professeur qui s'était permis antérieurement quelques appréciations sur Jeanne d'Arc, que Maurras avait réproouvées — à la récente affaire des Purges (mai 1923), toute une chanson de geste s'était inscrite à sa gloire.

Le dernier exploit parlait plus hautement encore que tout le reste. Les Camelots s'étaient rués un soir de réunion aux Sociétés savantes sur quelques députés de gauche, particulièrement réputés pour être agressifs : Maurice Violette, Marc Sangnier, Marius Moutet. On les avait enduits de goudron ou d'encre d'imprimerie, et un instant il avait été question de faire absorber à Marc Sangnier une purge à l'huile de ricin, selon une mode récente importée d'Italie. Toutefois, par un vieux reste de chevalerie, les assaillants avaient épargné Ferdinand Buisson, qui n'avait encore que quatre-vingts ans !

De pareils faits d'armes portés de bouche en bouche avaient de quoi séduire la jeunesse des Ecoles, avide d'en découdre.

De plus à la Faculté de droit, régnait pour le compte de l'Action française, un garçon qui ne rêvait que violences : Georges Calzant, plus tard très haut coté dans les comités directeurs de la maison.

La voie était donc ouverte à Tixier, des mœurs du ballon ovale à celles de l'Action française, la différence n'était pas tellement grande, sauf que le premier se jouait généralement avec des partenaires qui n'étaient pas d'âge caduc.

Il s'écoulait peu que le Quartier vivait des journées « historiques » !

Une affaire Scelle éclatait, en effet, en mars 1925. Le ministre en exercice, François-Albert, avait nommé pour un poste à la Faculté de droit, un professeur qui selon la tradition ne pouvait y prétendre. Celui-ci, Georges Scelle, officiait antérieurement à Dijon.

Peut-être y avait-il népotisme dans son cas ? Que serait-il de la pratique gouvernementale — celle d'hier, d'aujourd'hui, de demain — si elle ne servait à favoriser les amis ! Le népotisme devrait d'ailleurs se définir honnêtement ainsi : faveurs qu'on réputera abusives ou éhontées qu'autant qu'elles n'iront pas aux affidés !

Georges Scelle était un homme de gauche, en tout cas passait pour tel. Il collaborait au *Progrès civique* et au *Quotidien*, où Dumay et Pierre Bertrand faisaient encore, en 1925, la pluie et le beau temps. Leur disgrâce est pour plus tard.

Selon le dire des gens d'Action française Georges Scelle avait donc été intronisé aux dépens d'un professeur Le Fur, plus méritant et que de toute manière le tableau désignait pour le poste à pourvoir. Ce Le Fur avait d'ailleurs d'autres raisons de plaire que son mérite professionnel et son rang d'ancienneté. Il était desservant de la bonne Eglise, celle dont Calzant était protonotaire. (1).

(1) L'historien Eugen Weber, auquel on doit un ouvrage d'allure exhaustive sur l'Action française (Stock, 1964), nous dit que ce professeur Le Fur fut nommé plus tard par Pétain membre du Conseil d'administration de l'Institut d'études corporatives et qu'il collabora pendant les années d'occupation à *Je Suis Partout* et au *Petit Parisien*. Mais M. Eugen Weber peut-il être suivi en toute quiétude ? Son ouvrage, en effet, abonde en erreurs. Sans doute quelques-unes sont-elles fatales dans une entreprise aussi colossale que celle assumée par lui. Qu'il fasse de l'anarchiste Cottin (p. 148) un communiste pourrait encore passer, cela n'est qu'indirectement de son sujet, mais qu'il se trompe dans les gens d'Action française, confondant les Para père et fils (p. 99) — Emile Para, n'est pas, en effet, celui du *Bonnet rouge* — est déjà plus grave. Et pour le chapitre qui nous occupe, il se mélange tout aussi dangereusement, faisant du doyen de la Faculté de droit de 1925, un H. Berthelemy, le ministre de la Justice de Pétain, qui était Barthélemy, lui, et Joseph de surcroît !

Quelques erreurs encore de M. E. Weber : il s'emmêle aussi dans les Marion et les Duval, un Paul Marion apparaissant dans le procès du *Bonnet Rouge*, ainsi qu'un Raoul-Duval, l'un et l'autre étant des per-

Toutes les raisons étaient donc bonnes, pour qu'il y eût levée tumultuaire au Quartier. Presque un mois durant, l'Action française allait tenir ses gens en haleine, les jetant tour à tour aux manifestations à la Faculté ou dans la rue, avec comme inévitable corollaire les rencontres amiables qu'on imagine avec la police.

Dès le 12 mars, toute l'Action française estudiantine est sur pied. Dans un meeting aux Sociétés savantes, Calzant harangue ses troupes, aux côtés de Georges Valois, encore bien en cour. Le doyen Berthelémy, que de l'extérieur, on peut croire aussi acquis à la secte, est tancé pour n'être qu'un « doyen timide, pour jours calmes » !

Il lui faudra s'enhardir, s'il veut garder la faveur des troupes de l'Action française, car les jours qui viennent vont être troublés.

Le 14, sous la signature de C.J. — Claude Jeantet, vraisemblablement — l'Action française flétrit les tracts distribués par « certain juif du Comité d'Action universitaire », non expressément désigné mais dont il y a lieu de se demander s'il n'était pas Mendès-France. Simultanément, le même C.J. dit son fait à la presse, stigmatisant plus particulièrement les « basses injures et les cuistreries du *métèque* Henri Jeanson dans l'Ere nouvelle » !

Après quelque temps d'hésitation, le ministre décide que le samedi 28 mars, Georges Scelle tentera de remonter en chaire.

Le 26, il y a nouvelle mobilisation aux Sociétés savantes, où Léon Daudet lui-même paraît. L'Action française constate avec orgueil qu'elle remplit et au-delà une salle où la section universitaire de la Ligue Millerand n'a pu, quelques jours avant, que réunir un nombre infime d'étudiants.

Au jour annoncé pour la réouverture du cours, c'est le grand branle-bas, toute la Faculté est occupée par les étudiants protestataires, qui s'y sont barricadés. A 15 h 30, le doyen annonce que le cours n'aura pas lieu, que Georges Scelle renonce, en tout cas pour ce jour-là. On rompt alors les travaux de fortification et c'est la ruée en masse à travers le Quartier latin, où des forces massives de police ont pris position.

sonnages tout à fait distincts des Marion et des Duval de la fameuse affaire ; Paul Marion étant l'ancien communiste passé à Doriot, puis à Pétain, et l'authentique Raoul-Duval, un député réactionnaire de la fin de l'autre siècle !

Des communistes et des opposants de gauche ont bien tenté aussi d'une contre-manifestation, hors les murs de la Faculté, mais avérement tout le Quartier est aux Camelots. Pour fêter l'événement, on va jusqu'à la rue Saint-André-des-Arts, où l'Action française a son Institut particulier.

Enfin les choses vont tant et bien que lors d'un retour en force vers le Panthéon, il y a heurt avec la police et qu'un certain nombre de participants sont dûment matraqués, selon le rite immémorial.

PAPA TIXIER TEMOIGNE SUR LES BRUTALITES POLICIERES

Le lendemain l'*Action française* affiche ce palmarès, où l'on ne trouve pas le nom du jeune Tixier — ce n'est que plus tard qu'il sera à l'honneur :

« Notre ami Calzant a été transporté à l'Hôtel-Dieu, avec une assez grave blessure à la tête, mais aussitôt pansé il a tenu à revenir sur le terrain de bataille. Nos amis Claude Jeanlet, Bonnevay, Chastain, Gallot, Grasset, Henri Vernhes, etc, ont été conduits au siège des Etudiants d'A.F., rue Saint-André-des-Arts, avec des blessures graves et y ont été pansés par leurs camarades étudiants en médecine. »

Mais cet envers a aussi son avers : et l'*Action française* marque, satisfaite, que le nombre des blessés est grand « du côté communiste et policier ». Guichard Paul, directeur de la police municipale confesse pour son compte que onze des siens sont aussi à l'Hôtel-Dieu ! Indépendamment des éclopés, les arrestations ont été nombreuses et dès le 31 mars tout le monde comparait. M^e Campinchi, qui n'a pas encore choisi de monter au Capitole par le chemin du radicalisme, assiste quelques-uns des inculpés ; pour M^e Philippe Lamour dont les amours ne sont encore que de ce côté, il dépose seulement sur les brutalités de la police. Des condamnations bénignes terminent ce premier épisode, car l'affaire n'est pas close. Une deuxième fournée est citée pour le 3 avril.

Et si le jeune Jean-Louis ne paraît pas dans les communiqués, un docteur Tixier, médecin des hôpitaux est cité par *l'Action française* du 4 avril 1925. Il est venu aussi déposer sur les brutalités de la police, sujet inépuisable d'hier, d'aujourd'hui, de demain, même pour le jour, on n'ose pas dire surtout pour celui-là, où le fils dudit docteur serait au pouvoir.

Car il ne peut y avoir de doute, ce docteur Tixier, ne peut-être que le papa de Jean-Louis, le « père Tixier », comme dit celui-ci filialement !

Comment s'était-il trouvé sur les lieux ? Avait-il aussi quelque sympathie pour les idéaux embrassés récemment par son rejeton ou plus banalement s'était-il trouvé témoin de scènes de violence en accompagnant son fils à la Faculté, craignant même pour celui-ci, tant il devait déjà témoigner d'exaltation dans le cercle de famille. (1)

Ybernegaray a porté le débat à la Chambre et le mouvement de la Faculté de Droit a gagné toute l'Université ? Une grève générale des étudiants est déclarée à travers la France le 2 avril.

A Paris, l'Association générale, que préside un M. Jean Gattino est tout entière aux côtés des meneurs de la Faculté de droit. A la Faculté des sciences un timide désaveu est signé par un A. Labarthe, qui pourrait bien être celui que le grand public connaît depuis 1940. Désaveu promptement désavoué à son tour par des membres de la Faculté des sciences, qui proclament qu'ils ne veulent pas être dissociés de leurs camarades de la Faculté de droit.

Dans le même temps que se produit ce hourvari, un procès s'ouvre devant un conseil de Guerre à Orléans, celui d'un traître prétendu, le capitaine Sadoul. Celui-ci, officier de la mission militaire française en Russie, durant la guerre, s'est rallié au communisme sur différentes considérations. Condamné pour trahison, il est revenu depuis l'avènement

(1) Dans un genre *Who's Who* du temps — *Qui êtes-vous ?* (1924), G. Ruffy, éditeur, 1, bis rue Dupont-des-Loges — nous copions ce qui suit relativement au papa de Tixier :

« Tixier (Léon-Eugène-Joseph), docteur en médecine, médecin des hôpitaux. Né à Paris, le 4 juin 1877. Marié à Mlle Vignancour. Deux enfants, Jean-Louis et Raymond. Chef de Laboratoire à la Faculté de médecine de Paris. Nombreuses publications dans les périodiques médicaux sur le sang, la médecine infantile, le système nerveux ; Prix Demarquez (Société chirurgicale de Paris), le *Traitement des maladies gangréneuses, les Anémies.* »

du Cartel pour purger sa contumace. Et à partir du 1^{er} avril, en pleine agitation estudiantine et alors que le jeune Tixier est en cours de noviciat royaliste, l'*Action française* ne tarit pas sur le « traître ». Cette affaire n'est encore ici que par parenthèse, mais il fallait la noter, car c'est par une de ses séquelles que le jeune Jean-Louis entrera un an plus tard dans la notoriété. Pour l'instant tout au plus cristallise-t-il autour de ce nom, Sadoul, une de ces premières phobies !

Quant à la question Scelle elle se traîne jusqu'à la chute du cabinet Herriot, qui se produit le 10 avril 1925. Le même jour, Georges Scelle est démissionnaire. L'*Action française* peut triompher sans forfanterie. Elle a vaincu. (1).

(1) Maurice Pujo écrit sous le titre *Victoire des Etudiants* :
Félicitons de tout notre cœur la magnifique jeunesse des Ecoles qui, dans toute la France, a su se solidariser pour repousser l'affront ; l'Association générale des étudiants qui, en défendant ses libertés et ses traditions, s'est montrée digne de la glorieuse Université de Paris. Et félicitons enfin Georges Calzant et les admirables militants d'Action française.

L'Affaire de la rue Damrémont

CETTE bagarre contre le professeur Scelle, encore qu'elle ait remué toutes les factions de Droite du quartier, a été plus spécialement la besogne de l'Action française, qui n'a pas manqué d'ailleurs de montrer, comme on l'a vu, une condescendance dédaigneuse pour certains de ses partenaires, telle la section universitaire de la Ligue Millerand.

Mais le mois d'avril 1925 est encore en train qu'une nouvelle affaire secoue l'opinion : l'affaire de la rue Damrémont.

Dans celle-ci, l'Action française n'a pas part directe, bien que quelques-uns des siens, dont Tixier, soient venus là « en voisins ». C'est M. Jean Mabire, non suspect, qui nous est caution de cette présence. Caution bourgeoise mais imprécise. S'il écrit sous la dictée, comme on le suppose ou il transcrivit fort mal ou le ressouvenir de Tixier était confus.

Car s'il s'agit bien d'une affaire de la rue Damrémont, elle n'était née que d'une réunion qui se tenait rue Championnet, et non comme le croit notre auteur rue Damrémont. Il reste, et là on veut croire que M. Mabire a consigné scrupuleusement que Tixier y eut un comportement héroïque. Nous citons :

« Au moment de la fusillade, Jean-Louis Tixier poursuivait deux communistes qu'il finit par rejoindre au métro « Jules-Joffrin ». Les coups de poing succédèrent aux coups de feu. »

Le mieux est de placer un tel acte de vaillantise dans son cadre originel, aussi reprenons les choses plus avant.

D'abord une motion préjudicielle, comme disent ces messieurs du Parlement.

Que pouvaient bien avoir à faire, à Montmartre, s'ils y étaient « en voisins » les étudiants d'Action française, dans une réunion électorale de quartier, comme il pouvait y en avoir des dizaines ce soir-là à Paris ?

Que l'Action française eût dépêché au Cirque de Paris, avenue de la Motte-Picquet, un important contingent de ses troupes, ce même soir, aurait pu à la rigueur s'expliquer. Millerand, en effet, fraîchement élu sénateur de la Seine, y avait assemblé sa Ligue républicaine nationale et tous les ténors de ladite s'y étaient produits. Pour prévenir un illusoire péril communiste, les Camelots n'y eussent pas été de trop.

Mais comment justifier leur présence à Montmartre en « voisins » dans une réunion banale, que rien n'indiquait comme devant avoir des conséquences tragiques. A moins qu'ils n'eussent été appelés là, en cours de séance, sur le bruit faux qu'il s'y passait des choses épouvantables. C'est à cette deuxième hypothèse que nous inclinerions plutôt. D'ailleurs le drame viendra de gens qu'on avait mandés dans le cours de la réunion !

Certes le candidat de l'Union nationale pour le secteur, Raoul Sabatier, n'était pas très rassuré. Soit qu'il voulût faire impression, soit qu'il crût pourvoir vraiment à sa sécurité, il avait prié son ami Taittinger de mettre à sa disposition un service d'ordre, prélevé dans les Jeunesses Patriotes.

Celles-ci avaient maintenant six mois et ne se sentaient plus. Ce n'était que parades, défilés de centuries, raids-témoins en banlieue rouge !

LEVER DE RIDEAU A MARSEILLE

Un premier contact avait eu lieu au Gymnase Japy le 28 janvier 1925, les communistes conformément à la tactique

offensive qui leur était alors prescrite, prétendant jeter le trouble dans une réunion de la Ligue des Patriotes et Doriot étant le chef désigné de l'expédition.

La tentative avait été d'ailleurs un échec. Le meeting se tenait par invitations, et les communistes, munis de fausses cartes, n'avaient pu s'introduire qu'en petit nombre. Néanmoins leur intrusion avait étonné. Helsey, que nous avons déjà cité et que nous reciterons constatait fièrement que Doriot avait abandonné le champ de bataille en laissant « ses bécies d'écaille à fine monture d'or » (Ah ! cette monture d'or, combien pouvait-elle être révélatrice de turpitudes insoupçonnées, et pour un peu, on en eût auguré d'une conversion prochaine du possesseur à un idéal d'ordre et de paix sociale !)

Quelques jours après Japy, ç'avait été Marseille. Là encore c'était à propos du général de Castelnaud, mais opérant cette fois pour la Fédération nationale catholique, que le trouble était venu.

Une grande réunion, sur invitations toujours, avait été prévue au Théâtre des Nations, dans la rue de Paradis. Le général, Xavier Vallat et quelques autres avaient discoursé sans histoire devant quelques milliers d'assistants triés sur le volet. A l'extérieur, des milliers de contre-manifestants conviés par les organismes de gauche battaient les abords. Des bagarres violentes suivaient la dislocation du meeting, et des coups de revolver étaient tirés. On relevait deux morts et plus d'une centaine de blessés. Et le 11, l'*Action française* titrait : *Marseille ensanglantée par des bandes révolutionnaires. — Deux morts. — M. Flaissières, maire assassin !*

A la suite de l'épisode de Marseille, un grand émoi avait saisi les différentes organisations d'extrême droite, où l'on faisait profession de s'équiper militairement contre la révolution menaçante. Aussi sur simple requête d'un politicien affilié ou simplement ami, les Jeunesses patriotes déplaçaient leurs cohortes à titre de protection. On arrivait en camions, en grand appareil. En mars 1925, on avait tâté ainsi les populations de Montreuil et de Sèvres, en manière d'épreuve de force. Chaque fois il y avait eu grand déploiement de gardes du corps.

Admettons qu'il s'agissait d'incursions en pays ennemi, en *banlieue rouge*, et qu'il fallait bien montrer quelque force pour n'avoir pas à s'en servir.

Mais rue Championnet, le problème peut apparaître autre. Il n'est après tout que de vulgaire cuisine électorale. Raoul Sabatier se pense des droits sur le siège, parce que depuis 1914, il y prétend, mais en fait il n'a aucune chance, le titulaire, le socialiste Jean Varenne, y ayant pris solides racines. Pour la candidate communiste, car le Parti a décidé cette année-là, de présenter des femmes, sans souci qu'elles sont inéligibles, elle est là pour le symbole. Certes, elle était alors la femme d'un gros bonnet du Parti, et qui n'a pas cessé encore aujourd'hui de briller à son faite, mais elle n'en avait pas pour autant plus de chance.

LE CAMARADE FRANÇOIS CHASSEIGNE !

C'est Lucienne Marrane qu'Helsey, atroce pour tous les communistes en cause ce soir-là, et particulièrement pour l'un d'eux dont il ne peut prévoir qu'il se rapprochera beaucoup des « fascistes assassins », nous la dépeint en galant homme :

« Une gentille petite midinette, maigriote et sans couleur, une gosseline de Poulbot, avec un air lètu, sincère et pas méchant. Elle récite doucement sa leçon... »

« ...Elle plaît, la camarade Maranne. Quand elle dénonce la politique de soutien des socialistes S.F.I.O., leur capitulation devant le programme réactionnaire de Painlevé et de Briand, deux défenseurs du Cartel que j'observe paraissent gênés. L'un d'eux murmure : Elle a tout de même raison ! »

« L'autre plus buté s'inquiète. »

— Elle est foutue d'avoir plus de voix que Varenne. » (1).

Mais si la camarade Marrane est plutôt du genre mièvre, il n'en est pas de même du personnage que le Parti lui a délégué pour l'assister dans sa tâche difficile. C'est même un

(1) Edouard Helsey : *Sommes-nous en Révolution ?* p. 35.

orateur de choc que l'état-major du 120 rue Lafayette jette aux entreprises ardues : François Chasseigne.

Taittinger aussi bien qu'Helsey vont nous le dépeindre avec noirceur. C'est pour eux nécessaire clause de style.

Écoutons d'abord le fondateur des Jeunesses patriotes :

« ...la parole passe alors à un nommé Chasseigne, type accompli du provocateur.

« Chef des Jeunesses communistes, il commence par déclarer que notre présence dans un quartier ouvrier est une véritable insulte envers la classe laborieuse. Tout son discours n'est qu'un appel au meurtre proféré par la voix même de la haine. J'eus l'impression d'avoir devant les yeux le révolutionnaire qui, dans l'Histoire, est marqué à jamais du sceau de la honte pour avoir brandi au bout d'une pique, la tête de la malheureuse princesse de Lamballe... » (1).

Passons maintenant à Helsey qui ne pastellise pas davantage :

« Un jeune homme blême et vibrant s'était hissé au sommet d'une colonne de fonte. Sa casquette à large visière dessinait cruellement ses pommettes saillantes, son grand nez lancé comme un coup de couteau. Il avait l'œil rond d'un fauve et les lèvres trop minces. C'était le communiste Chasseigne, admirable figure de haine érigée en chapiteau. » (2).

Portraits qui apparaissent plus que comiques quand on enjambe vingt années, pour voir ce qu'il est advenu des uns et des autres.

Chasseigne, bien moins méchant que ses peintres de 1925 ne veulent le donner à croire, s'oubliera pourtant un jour de janvier 1940 jusqu'à demander une balle dans la nuque pour ceux qui après le pacte germano-soviétique étaient demeurés dans les liens de Moscou. C'était quand même demander beaucoup, venant de quelqu'un qui avait été si longtemps dans le giron. Pas ça ou pas vous, aurait pu répondre l'écho.

(1) *Rêve Rouge*, p. 250 ; Paris, 1930.

(2) *Sommes-nous en Révolution ?* p. 34.

Mais nous avons anticipé. En 1925, Chasseigne ne peut laisser préjuger un tel destin. On peut croire même que, trop jeune encore pour avoir brigué les grands emplois, il sera désigné quelque jour par le Parti pour une élection certaine, comme il le fait pour ses ténors.

C'est un garçon plutôt athlétique, taurin d'aspect même ; le cheveu dru et planté court, il fait assez rustique. La voix stentoriale, il ne cède jamais à la vulgarité, quelque violent qu'il puisse être et le propos que Taittinger lui prête pour ce soir-là : « *que Paris ouvrier devrait nous mettre les tripes au soleil* » (1) apparaît peu vraisemblable dans sa bouche.

Chasseigne sera d'ailleurs appelé à témoigner de cette affaire, quand les deux communistes inculpés d'assassinat comparaitront aux assises, un an plus tard.

Et sa déposition, même avec le recul, apparaît bien comme tout ce qu'on en pouvait dire du côté communiste. Prenons-en ce passage dans le compte rendu de l'*Action française* du 27 avril 1926 :

...Il y avait là 4 à 500 jeunes gens armés de cannes. J'ai été bousculé, et nous n'avons guère pu apporter la contradiction à laquelle avait été conviée la citoyenne Maranne, candidate elle-même aux élections municipales.

Des mesures avaient été prises par les organisateurs de la réunion pour que nous ne puissions être soutenus par des camarades dans notre contradiction. Nous en avons été informés. C'est pour cela que l'Humanité avait lancé un appel aux communistes.

La tribune et la salle étaient « militairement gardées » par des ligueurs. La réunion avait été déjà houleuse avant que j'aie pris la parole moi-même, et j'ai dû intervenir pour que M. Taittinger pût continuer à parler... Il régnait une atmosphère de bataille.

Notre camarade Marty devait parler au nom du Parti. D'accord avec moi, il y a renoncé, car sa présence dans cette réunion eût pu être considérée comme ayant un caractère de provocation ; et nous voulions éviter jusqu'au prétexte d'une provocation...

(1) *Rêve Rouge*, p. 251.

Car Marty était aussi là ce soir d'aventure, mais n'était pas intervenu, pour les raisons d'éminente sagesse données par Chasseigne. Sans quoi, on peut mesurer combien les fables mises en circulation eussent été renforcées du seul fait de son intervention. A peine Edouard Helsey, affamé de sensationnel, nous le fait-il entrevoir « perdu dans je ne sais quel rêve, passant, inaperçu, loin de l'estrade, la bouche cousue » ! Le marin de la Mer Noire n'était encore d'ailleurs qu'au bénéfice, si l'on ose dire, d'une légende de « traître », sa réputation d'homme de sang sera pour plus tard, mais cela eût suffi pour des broderies infinies !

Chasseigne apparaissait également fondé dans son dire quand il justifiait l'appel lancé aux communistes par l'*Humanité* par la solennité que Taittinger avait prétendu donner à sa présence à Montmartre.

Trois jours avant la réunion de Sabatier, les Jeunesses patriotes avaient fait une démonstration à Sèvres, banlieue qu'il croyait « rouge » mais qui n'était que petite-bourgeoise et elles commençaient un peu à se monter le col ! Sur le plan de la concurrence banale, les communistes ne pouvaient pas ne pas leur donner la réplique, surtout qu'on paraissait les défier dans un quartier présumé leur !

D'ailleurs, cette réunion de la rue Championnet qui va tourner à l'affaire de la rue Damrémont n'a pas en soi une physionomie tellement extraordinaire. Les narrations horribles qui en seront faites dans la suite ne le seront qu'en fonction d'un événement dont le théâtre est extérieur. Si quelqu'un s'en était promis du spectacle, il semble bien que ce fût Taittinger. Celui-ci confesse, dans le récit auquel nous empruntons, que des amis des beaux quartiers étaient venus se commettre dans ce coin des Grandes-Carrières, sans doute pour le voir dompter la canaille. Ainsi d'une comtesse Jean Pastré, « une de nos amies les plus dévouées » accourue là sur invitation !

Pour ce qui est des communistes ou déclarés tels, ils ne peuvent être bien entendu sous la même plume que des « énergumènes aux faces sinistres, véritable écume de tous les pays du monde, où toutes les races voisinent dans le goût du sang et dans la haine » !

Pour Helsey, qui fabule avec la maîtrise d'un spécialiste du grand reportage, il ne faisait pas de doute que les com-

munistes fussent venus nombreux avec le dessein de « crever la Taittinge » !

En vérité, y avait-il concert du côté de ceux-ci ?

Le Parti est depuis toujours au bénéfice d'une réputation flatteuse d'être une véritable machine de guerre civile. Il y a usurpation. Il est tout au plus un bon appareil pour la conquête du pouvoir par voie d'infiltration. Pour la guerre civile, il y faudrait des aventuriers, des guérilleros. Il n'a que des fonctionnaires, éventuellement des « soldats », donc encore des fonctionnaires.

En 1925 évidemment, l'assiette n'est pas celle que nous avons accoutumé de considérer depuis trente-cinq ans environ. Des réprouvés authentiques peuvent encore croire que là est la voie, et que la solution définitive dont on les leurre, dont quelques chefs même, mais de plus en plus rares, peuvent se leurrer, est prochaine !

De l'autre bord, la griserie est identique. Les vingt-cinq douzaine de béjaunes qui, la canne haute, se prennent périodiquement pour la « marche sur Rome » ne sont pas plus sérieux. La France est bourgeoise dans les moelles et même dans ses extrémistes de droite n'envisage jamais d'aller au-delà de l'Union nationale. Sans doute quelques chefs ont la tête assez tournée pour croire qu'on pourra pousser les affaires plus loin. Littérature. Ceux qui paient dans la coulisse n'aiment pas les secousses. Et si d'aventure, il en est un parmi eux qui a trop d'imagination, vite on le dépose !

Tous les récits enflés à plaisir sur cette soirée d'avril 1925 ne sauraient convaincre du guet-apens prétendu, délibéré en haut lieu par le Parti communiste.

La machination est tellement peu probable que les transfuges d'après coup, qui abondèrent tous en confidences sur les trames secrètes du Parti, n'en ont jamais rien dit. On n'a jamais rien su là-dessus aussi bien de Doriot que de Chasseigne — « renégats » de cuvées distinctes —, Dieu sait pourtant si le premier s'est fait scrupule !

On ne peut davantage demander à ceux qui écrivirent sur l'histoire du Parti. De M. André Ferrat à Jacques Fauvet en passant par Gérard Walter il ne semble pas que l'épisode les ait retenus au-delà d'une simple mention.

Notre théorie historique étant très particulière, nous sou tiendrons que cette affaire de la rue de Damrémont — fortuite, au reste — fut d'un bien autre prix pour les destinées immé-

diates que trois millions de brochures ou que des fleuves de salive que purent alors prodiguer des Cachin, des Doriot, des Vaillant-Couturier ou des Maurice Thorez !

Les Clerc et les Bernardon incriminés en l'occurrence, comme nous allons voir, eurent même bien de la chance que le Parti — leur Parti — ne les abandonnât pas !

En d'autre temps, ils eussent peut-être été traités de vulgaires provocateurs, ainsi qu'il est classique à l'égard de tous les gens qui prennent au sérieux — à droite ou à gauche — les prédications de violence qu'on leur fait quotidiennement.

Que s'était-il passé ?

DU CIRQUE DE PARIS A LA RUE DAMREMONT

Simultanément, comme on l'a déjà dit, se tenait au Cirque de Paris, la réunion de Millerand et de sa Ligue républicaine nationale, où d'autres échelons de Jeunesses patriotes avaient été priés d'assurer l'ordre. Or, tandis qu'on discourait, un avis téléphonique, qu'on dira mystérieux, était parvenu avenue de la Motte-Picquet, que le « chef » était débordé à Montmartre, où les communistes l'avaient emporté sur le service d'ordre. D'où l'expédition immédiate de renforts pour la Butte, les uns partant en taxis, les autres — le gros — par le métro.

C'est Taittinger qui parle de « coup de téléphone mystérieux » (1). La thèse d'ailleurs était déjà répandue dès le lendemain et l'*Action française* du 25 avril 1925 écrivait :

« Qui avait donné ce coup de téléphone (qui appelait en renfort, rue Championnet) alors que la réunion était calme et qu'il n'y avait aucun besoin de renfort. L'instruction devra établir si ce n'est pas un agent provocateur, complice du guet-apens. »

Toujours l'*ultima ratio* : l'agent provocateur.

On ne devait rien établir, ni à l'instruction, ni au cours du procès. Mais une chose reste inconcevable pour un parti d'ordre comme les Jeunesses patriotes avec hiérarques, chefs de file, cadres, etc., c'est qu'on aurait pu se mettre en route sur l'appel d'un inconnu. On ne chercha pas à éclaircir, la

thèse passe-partout de l'énigmatique provocateur s'encadrerait trop bien dans la machination qu'il fallait démontrer !

Enfin, les éléments accourus du Cirque de Paris avaient débarqué à la station Jules-Joffrin, et s'étaient engagés dans la rue du Poteau, qui rejoint la rue Championnet. Soit automatisme, soit pour faire impression, les arrivants s'étaient groupés en formation militaire et descendaient la rue au pas cadencé.

Pour qu'on ne conteste pas, abritons-nous derrière Taittinger :

« Alertés par un coup de téléphone mystérieux, suivant lequel j'étais en danger et blessé, au préau des Ecoles de la rue Championnet, des volontaires s'étaient offerts pour venir à mon secours. Dans la nuit, leur colonne s'était formée ; elle devait buter dans le réseau de tirailleurs qui avait été posté pour nous fusiller à la sortie. C'est le bruit de leur arrivée et de la fusillade qui les couchait sur les pavés de la rue Damrémont que, de l'intérieur de la salle, nous avons pris pour l'arrivée de la garde à cheval. » (1).

C'est à partir d'ici que l'Apocalypse commence et que des « centuries rouges » vont se déployer et ouvrir un feu nourri sur la petite troupe venue du Cirque de Paris.

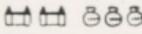
Tout cela résulte de témoignages recueillis à l'époque, qui présentent le sérieux ordinaire des témoignages qu'on recueille en pareilles circonstances, quels que soient les gens ou les groupes en cause.

Le groupe avait donc descendu la rue du Poteau jusqu'à l'angle de la rue Championnet d'où il pouvait penser atteindre l'école mais un barrage d'agents l'avait refoulé plus avant dans la rue du Poteau, jusqu'à l'endroit où celle-ci rejoint la rue Damrémont.

Et c'est à ce point précis que la fusillade avait eu lieu. Incontestablement. Mais ce qui pourra apparaître fabulation, ce sont les commandements que quelques-uns diront avoir entendus :

(1) *Réve Rouge*, p. 257.



BERTHON (André), 
député,

communiste. Avocat du traître Sadoul : on l'a vu, au Conseil de
Guerre d'Orléans, dépeindre celui-ci... et le repeindre aux couleurs
nationales.

Dessin de SENNEP dans l'album

« CARTELLÉ et C^{ie} », 1926



[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://Numilog.com)

« Par ici le secteur. En tirailleurs. Section I. Allez-y. Feu. »

D'autres au lieu de sections parleront de *centuries*. Ce dernier mot faisait plus image et connut une certaine fortune à l'époque.

En vérité, cela aurait fait beaucoup de tirailleurs même si la section avait été squelettique ou si la *centurie* n'avait répondu qu'au quart de sa définition. Or on ne devait ramasser que vingt douilles sur les lieux, et l'expert Bayle, dont Léon Daudet n'avait pas encore décidé qu'il était la dernière des crapules, affirmera que seize de celles-ci provenaient des revolvers saisis sur les deux communistes arrêtés (1). Ce qui ne prouvait pas un grand nombre de tireurs, quelle que fût la culpabilité directe des deux prévenus, et réduisait à peu de chose la fable des *centuries* ou des sections déployées pour un massacre savamment réglé.

L'HOMME, CE CAPITAL LE PLUS PRECIEUX

Ce qui restait vraisemblable, c'était que des communistes s'étaient armés individuellement, ou à des échelons locaux ou subalternes du Parti, mais sans agrément supérieur, pour faire face à l'occasion. Il y avait surchauffe quotidienne, en effet, quant à l'armement des « fascistes » dans leur presse tout autant qu'il y avait surchauffe parallèle chez ceux d'en face, relativement à des préparatifs de révolution imaginaires de la part des communistes.

Pour démêler dans l'imbroglio il nous faut essentiellement recourir aux journaux du temps, personne ne s'étant beaucoup soucié d'éclaircir cette histoire depuis.

Une feuille assermentée, l'*Action française*, attentive à toutes les histoires de sang, nous sera précieuse entre toutes. D'abord parce que toujours révélatrice en soi, secondement

(1) Abel Manouvriez, admiratif, concluait d'ailleurs de l'expertise Bayle : « Il est certain que M. Bayle n'est pas venu, cette fois, comme dans l'affaire Philippe Daudet, apporter à la barre des hypothèses qui lui étaient personnelles, mais les conclusions de toute une série de procédés en usage dans les services administratifs permettant d'identifier des armes à feu par l'examen des douilles et des balles. » (*Action française*, 4 mai 1926.)

Editions du vieux-saint-ouen

à paraître :

LES CAHIERS CONTEMPORAINS

Doriot et Saint-Denis la Rouge



D'Auguste Vaillant à Van der Lubbe
ou le terrorisme diffamé



Les bombes de Zürich
(histoire de l'anarchiste Bertoni)



Gaston Couté, l'enfant perdu de la révolte



L'HISTOIRE A TRAVERS LA POLÉMIQUE

Jaurès et ses détracteurs



L'affaire Almereyda



100 ans d'histoire à travers un titre :
LE FIGARO



Gérault-Richard et son *CHAMBARD*



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

